

Notes sur la situation politique et les conséquences en termes d'intervention.

Ce qui domine toujours c'est l'instabilité du système capitaliste. Des luttes massives se déclenchent partout sur la planète et pour autant le mouvement ouvrier et les courants anticapitalistes et révolutionnaires ne sont globalement pas en capacité d'en prendre la tête. Le plus souvent, ces mobilisations ne sont pas victorieuses et la bourgeoisie arrive à faire passer ses mauvais coups, sans pour autant infliger de défaites définitives au monde du travail. Les résultats électoraux du front des révolutionnaires formé en Argentine montrent les possibilités qui nous sont offertes. La situation en Amérique latine devrait être étudiée tout comme celle des pays du Sud de l'Europe. Les anticapitalistes ont un rôle à jouer dans le champ politique et dans les luttes. Leur intervention consciente joue un rôle. Certes ce rôle est aujourd'hui minoritaire mais dans une situation sociale où les luttes sont loin d'être absentes, il nous permet de développer notre implantation et de faire entendre un discours d'opposition au système capitaliste. Il s'agit donc de défendre à la fois des perspectives politiques d'ensemble anticapitalistes et révolutionnaires, et une politique pour les mobilisations en termes d'orientation, de revendications et de propositions d'action.

1/ Tirer les bilans de la défaite sans combat sur la contre-réforme des retraites.

Nous devons analyser et expliquer autour de nous les raisons de la défaite face au contre-projet de réforme des retraites. La raison fondamentale reste la politique d'accompagnement menée par les directions syndicales confédérales. Leur politique consistait à ne pas s'opposer frontalement en demandant le retrait. A refuser de faire le lien entre les questions dites sectorielles et la contre-réforme des retraites.

Les directions syndicales confédérales portent la responsabilité principale, pour autant, des forces comme Solidaires n'ont à aucun moment tenté de les déborder. Pourquoi ? La direction de Solidaires mais aussi bien d'autres équipes militantes sont influencées par le Front de gauche. Et ce qui pèse dans la compréhension de la situation politique de nombreux militants, ce sont avant tout les difficultés et les aspects négatifs. Aucune organisation à la gauche du mouvement ouvrier, Solidaires ou autre, n'a tenté de combattre la démoralisation réelle qui existe dans les équipes militantes. Quant au cadre impulsé par Copernic, au-delà du fait qu'il était en retrait sur le plan revendicatif par rapport à ce que nous défendions en 2010, il n'a pas été un outil au service de la construction du rapport de forces. Cela est logique car ce n'était pas le but que s'assignaient les signataires dudit cadre unitaire.

Globalement, le NPA ne s'est pour l'instant pas donné les moyens de regrouper des équipes, des secteurs qui auraient voulu tenter de déborder les directions syndicales, certains camarades pensant dès le CPN de septembre que la bagarre des retraites était

perdue. Ce sont des bilans à tirer pour les futures mobilisations. En particulier celui de ne pas nous interdire, sous prétexte de complexité de la situation politique, à réfléchir sur les rythmes de la mobilisation, les revendications à mettre en avant, les structures d'auto-organisation à impulser, ainsi que les dates à proposer. Il faut aussi donner plus d'importance à notre intervention dans les syndicats, la coordonner et mieux aider la lutte des militant-e-s et des équipes combattives contre les directions réformistes. Notre politique ne peut se cantonner à de la simple propagande.

2/ Un gouvernement qui n'en finit pas de défendre le patronat et la bourgeoisie.

Sur fond de crise incessante (plus de mille plans dits « sociaux » en un an), on assiste à un véritable effondrement du soutien et de la confiance dans le gouvernement. Pour autant, sa politique d'austérité et ses attaques contre les droits sociaux bénéficient d'un consensus des classes dominantes. La désaffection massive qui touche Hollande-Ayrault un an et demi après leur installation traduit avant tout le rejet très fort, largement majoritaire dans la population, des politiques d'austérité et de la totale soumission aux exigences du patronat, notamment pour les plans de licenciement et de casse du droit du travail. En même temps, ce rejet reste aujourd'hui sans perspectives, qu'elles soient politiques ou de centralisation des mobilisations sociales.

Face au mouvement qui se développe en Bretagne, la direction CGT a répété sous une autre forme la même orientation que face aux « retraites », mais cette fois avec un rôle prééminent joué directement par les directions du Front de gauche, PCF comme PG. La division qu'ils ont orchestrée le 2 novembre en organisant la « contre-manifestation » de Carhaix, en commun avec le PS et EELV, avait clairement un objectif de défense du gouvernement. A noter qu'une partie des forces du FdG a également pris position en défense de l'écotaxe (autre chose étant leur condamnation des conditions scandaleuses de son installation et de sa perception), c'est-à-dire d'une mesure du « capitalisme vert » qui épargne les vrais responsables, frappe les couches paupérisées de la petite-bourgeoisie et n'a aucun impact écologique. Cette politique accentue encore la confusion et le désarroi dans les rangs des travailleurs, en même temps qu'elle aide les manœuvres de tout type émanant du patronat, de la droite ou de l'extrême droite.

Alors même que le gouvernement enfonce les niveaux d'impopularité, la droite n'en profite nullement. Celle-ci tend au contraire à se diviser de plus en plus : « guerre des chefs » Sarkozy-Fillon-Copé et autres à l'UMP, projet concurrent qui prend consistance avec l'alliance UDI/MoDem, pression et concurrence grandissantes du FN.

Dans ces conditions, la reprise d'une série de thèmes du FN par les principaux dirigeants de l'UMP accentue la « dédramatisation » du FN. Tout cela crée le terrain propice au développement du FN - qui pour l'instant reste surtout électoral, mais pourrait s'accompagner rapidement d'une croissance militante significative. Quand bien même nombre de dirigeants du FN sont des fascistes, la stratégie de ce parti reste institutionnelle et légaliste. A ce jour, il n'a entrepris aucune action violente contre des

mobilisations ou organisations du mouvement ouvrier et populaire, et tente plutôt de s'y infiltrer pour y développer ses idées ultra réactionnaires. Le danger que représente le FN réside aujourd'hui dans sa capacité à exploiter l'absence de projet collectif d'émancipation pour répandre davantage le poison raciste et nationaliste, et ainsi faire reculer encore plus l'indépendance de classe des travailleurs. Là encore, il tire sa force de la politique des organisations majoritaires de la gauche politique et syndicale, grâce à laquelle c'est lui qui peut apparaître comme le principal opposant au « système UMPS » et à l'Union européenne. Ainsi, l'élection cantonale partielle de Brignoles a été marquée avant tout par l'abstention massive de l'électorat de gauche et l'effondrement du PCF qui détenait le siège et dont le nouveau candidat se présentait comme le « candidat de toute la gauche », soutenu par le PS et le gouvernement.

Pour les anticapitalistes révolutionnaires, cela renforce la nécessité d'un affrontement total à la gauche gouvernementale à comme à la construction capitaliste de l'Europe, et de la défense sur ces deux plans d'alternatives ouvrières indépendantes : c'est en ce sens que, comme parti, nous articulons publiquement les revendications immédiates avec l'objectif du gouvernement des travailleurs/ses s'appuyant sur l'auto-organisation et d'une rupture anticapitaliste avec l'Union européenne, pour une Europe socialiste des travailleurs/ses. Nous devons combattre les illusions électorales en assumant que la situation est difficile, contradictoire, mais qu'on ne pourra pas faire l'économie d'une mobilisation générale des travailleurs. Le bilan de l'élection de Hollande, c'est que le bulletin de vote n'a rien résolu et qu'au contraire, aujourd'hui, le fait que Hollande mène une politique en opposition aux intérêts des travailleurs renforce de fait la régression sociale généralisée et les idées réactionnaires.

De nombreuses luttes localisées ou sectorielles se poursuivent (en particulier contre les plans de licenciement et l'application de l'ANI) ou tentent de se construire (notamment contre l'austérité à l'Université), mais à cette étape ne pèsent pas sur la situation d'ensemble. Trois mouvements ont toutefois commencé à porter à une échelle large une contestation de la politique de la bourgeoisie et du gouvernement. Ils montrent aussi que la situation politique peut être bousculée à partir des questions les plus inattendues. Celui des lycéens contre les expulsions de leurs camarades sans papiers constitue la première réponse de masse au climat raciste et sécuritaire entretenu par les principales forces politiques, du gouvernement PS-EELV au FN. Avec toutes ses contradictions, le mouvement des travailleurs et de la population de Bretagne contre les licenciements dans l'agroalimentaire et contre l'écotaxe met quant à lui en cause la politique économique et sociale d'ensemble de Hollande-Ayrault et du patronat. Par-delà leurs grandes différences, ces mouvements ont deux points communs : ce sont des révoltes semi-spontanées, non organisées ni contrôlées par les organisations majoritaires de la gauche réformatrice ; elles ne sont pas dirigées contre des projets de contre-réforme portés par le gouvernement et le patronat, mais contre les effets concrets des politiques que ceux-ci mettent en application. En effet, dans des conditions marquées par l'absence de perspective alternative, de représentation politique et de direction fiable et reconnue pour leurs luttes, les salariés et la jeunesse

ne se mobilisent pas devant des échéances qui leur apparaissent abstraites ou hors de portée, mais face à des faits concrets qui les touchent directement et immédiatement. Enfin, les professeur-e-s des écoles ont engagé un bras de fer d'importance nationale contre le gouvernement, avec un soutien large parmi les parents d'élèves, malgré les tentatives de récupération par l'UMP, mais surtout malgré le refus de mobiliser de leur principal syndicat, le SNUipp, qui refuse toujours d'exiger le retrait de la réforme.

3/ RE'ZO RE : mettre tout notre poids pour que le monde du travail se mette à la tête du ras-le-bol social.

Face à la déferlante actuelle de plans de licenciements, nous cherchons à contribuer à une réponse unifiée du monde du travail. La lutte phare sur cette question à l'heure actuelle est évidemment celle qui se mène en Bretagne. Nous avons eu tout à fait raison d'aller manifester à Quimper et de ne pas participer à la manœuvre de dernière minute de division, de défense du gouvernement organisée par la direction du FdG, le PS, EELV et les directions syndicales à Carhaix. Nous ne nous trompons pas néanmoins sur le fait que des secteurs du patronat, du Medef local, de la CGPME, des gros syndicats agricoles et de la droite ont essayé de s'engouffrer dans la brèche et de chevaucher la légitime colère des travailleurs avec un double objectif : Dans l'immédiat canaliser la mobilisation vers une lutte contre l'écotaxe, non pas tant pour protéger « les petits », mais pour les profits des gros : grandes « coopératives » agricoles de production, grande distribution, etc. Mais aussi éviter les tendances à la radicalisation ouvrière en essayant de tirer parti du mécontentement populaire et de l'électorat de gauche avec un œil sur les prochaines échéances électorales. Mais notre rôle est d'être présents là où les travailleurs se bagarrent et de chercher à les convaincre d'une orientation de lutte de classe, d'opposition sans concession au patronat et au gouvernement.

Comme au moment de la grève PSA, il s'agit de pousser à ce qu'une entreprise ou un groupe d'entreprises, en tout cas une force avec suffisamment d'écho, s'adresse à l'ensemble des travailleurs en vue d'une lutte commune. Nous continuons à défendre publiquement à travers nos porte-parole et notre presse l'idée d'une marche nationale contre les suppressions d'emplois. Pour faire avancer cette idée, nous pouvons nous appuyer sur le sentiment de sympathie suscité dans de larges secteurs par la lutte des travailleurs bretons.

Cela implique de déjouer les entreprises de division et de soutien au gouvernement menées par une partie des organisations du mouvement ouvrier, comme de combattre la récupération que pourrait en faire le patronat et l'extrême droite.

Cela implique de déjouer la politique que mènent les organisations syndicales, en appelant au « dialogue social » et à la « responsabilité » des « employeurs », tout en éclatant la mobilisation en manifestations départementales le 23 novembre. L'absence d'initiative de la part des organisations syndicales dès après le 2 novembre a facilité le fait qu'il n'y ait pas de cadre indépendant du gouvernement et du patronat et peut donc

éventuellement laisser des milliers de travailleurs entre les mains des « bonnets rouges » le 30 novembre, ce qui correspond à un recul face à l'objectif de faire que le monde du travail se mette à la tête du ras-le-bol social. Au-delà des positionnements des appareils syndicaux, nous restons attentifs à la mobilisation des boîtes en lutte et à leur participation dans telle ou telle manifestation.

Nous expliquons cela autour de nous et militons pour constituer un pôle de regroupement ouvrier contre les licenciements et la politique du gouvernement et son soi-disant pacte d'avenir pour la Bretagne, autour d'un programme indépendant des travailleurs et des couches populaires, qui seul pourrait entraîner les paysan-ne-s indépendant-e-s en les arrachant des griffes du patronat, de la FDSEA et de la droite. Défendre des objectifs communs autour de l'interdiction des licenciements, de l'arrêt de toutes les suppressions d'emplois, de la réquisition sous contrôle ouvrier des entreprises qui licencient, de la baisse du temps de travail... joue un rôle évident pour favoriser une contre-riposte d'ensemble. C'est également en multipliant les contacts entre équipes qui aspirent à une bataille commune que ce qui est aujourd'hui une idée qui flotte dans l'air aura le plus de chances de devenir une réalité. Des prises de positions de nos structures syndicales en solidarité seraient utiles pour encourager les travailleurs bretons dans leur propre lutte comme à s'adresser aux autres. Cela est indissociable du combat contre le « dialogue social », contre la stratégie de manifestations dispersées et sans lendemain et contre la politique de collaboration de classe des principales directions syndicales, encore aggravée depuis que le PS est au pouvoir et que le FdG refuse de le combattre réellement.

Le travail de structuration de nos secteurs d'activités est déterminant pour être en capacité de fédérer les militants qui aspirent à intervenir dans ce sens. A l'échelle nationale, ce travail existe aujourd'hui dans l'auto, à la SNCF, à la Poste et dans la santé. Des militants non organisés politiquement ou membres d'autres courants sont prêts dans ces secteurs à discuter avec nous pour chercher à mener une politique indépendante des directions réformistes et pousser dans le sens de la confrontation. Des possibilités de développer ce type de structuration existent dans le commerce, l'Éducation nationale, l'enseignement supérieur... La réunion nationale public-privé de janvier est une échéance importante pour aller dans ce sens.

Dans la situation actuelle, la décision du Front de gauche d'organiser le 1er décembre une manifestation « pour la révolution fiscale », déconnectée des luttes réelles et présentée comme opposée, alternative au mouvement des Bonnets rouges, est évidemment une tentative de diversion. Par ailleurs après que la CGT ait indiqué son refus d'y participer le PCF semble, après avoir annoncé sa participation, ne plus en faire un axe principal de son agitation. Nous y répondons en signalant qu'une manifestation nationale utile aux travailleurs et à leurs luttes devrait se donner pour but de « stopper la politique du gouvernement au service des riches et des patrons », en répondant principalement sur trois plans. D'abord, celui des boîtes en lutte en Bretagne, comme de toutes les entreprises frappées par des plans sociaux, en mettant en avant l'objectif de l'interdiction des licenciements, en mobilisant contre les plans

sociaux et les fermetures d'entreprises, pour mettant en avant leur réquisition sous contrôle ouvrier. Ensuite, le refus de l'injustice fiscale ; nous ne devons pas avoir de problème à dire qu'aujourd'hui les impôts saignent avant tout les plus faibles ; nous ne pouvons accepter que des groupes comme Total payent proportionnellement moins d'impôts que certains ouvriers. Enfin, la lutte contre toutes les expulsions : nous défendons le fait que ceux qui étudient, vivent ou travaillent sur le territoire doivent y rester, ce qui implique la régularisation de tous les sans-papiers. Nous savons dès aujourd'hui que ce n'est pas la manifestation du 1er décembre, soit dans à peine 15 jours qui pourra incarner ces objectifs.

Le 7 décembre 2013 une manifestation nationale aura lieu au départ de l'église Saint-Bernard vers la place de la République à Paris contre le racisme et pour l'égalité des droits et la justice pour touTEs. 30 ans après l'arrivée historique de la Marche pour l'égalité et contre le racisme qui avait rassemblé 100 000 personnes, les raisons de marcher contre le racisme et pour l'égalité des droits ne manquent pas. Violences policières, droit au séjour, islamophobie, chasse aux Roms, discriminations, plus que jamais, le racisme est au cœur des politiques de l'État. Se plaçant de fait dans la continuité de celle de ses prédécesseurs, la politique du gouvernement Hollande ne peut qu'encourager la libération des discours et des agressions racistes. C'est pourquoi, le NPA sera présent et marchera, au côté des associations et collectifs de terrain qui se battent contre le racisme et ses conséquences, depuis plus de 30 ans pour certainEs.

4/ La mobilisation lycéenne et sa portée politique

Un mouvement qui améliore le rapport de forces

La sortie massive de lycéens avant les vacances pour s'opposer à l'expulsion de deux jeunes sans-papier a surpris tout le monde. Cette mobilisation est intéressante par plusieurs aspects. Elle confirme les possibilités d'embrasement rapide de ce milieu. Mais le plus singulier est sans doute sa portée politique. Les lycéens se sont mis en grève contre l'expulsion de sans-papiers, sur une question de solidarité et de refus des pratiques racistes du gouvernement. Après les manifestations massives des anti mariage pour tous et les attaques anti-Roms perpétrées par Valls, cette mobilisation, qui demande bien évidemment le retour immédiat de Léonarda et Khatchik mais aussi l'arrêt des expulsions et la régularisation des jeunes scolarisés, est le premier contre-feu face au racisme et à la montée des idées réactionnaires.

Le NPA a un rôle à jouer pour influencer cette lutte

En région parisienne, la participation aux manifestations a été nettement plus faible à la rentrée, mais de nouveaux lycées sont entrés dans la mobilisation en banlieue et dans d'autres régions. À Marseille, Lille, Rennes, Rouen, etc., des blocages et des manifestations se sont ainsi tenus, le plus souvent grâce à l'intervention du NPA ou d'autres forces militantes. Cette mobilisation a rapidement reflué étant donné une

structuration très faible (très peu d'AG **dans** les lycées, de diffusions de tracts pour tenter de convaincre par des arguments, peu de structuration des cortèges des manifestations par les lycéens eux-mêmes, pas de réelle direction au sein du mouvement qui poserait la question de comment gagner) et la faible implantation des organisations politiques ou syndicales dans ce milieu. Les militants du NPA ont joué un rôle incontestable dans le déclenchement de la mobilisation puisque sur Paris, c'est sous l'influence de militants du secteur jeune que le lycée de Khatchik s'est mis en grève et a réussi à entraîner d'autres lycées et c'est en grande partie sous l'influence du NPA que la mobilisation a continué et s'est développée. Le NPA doit maintenant aider à structurer des équipes militantes agissant sur les questions de lycéens sans-papier, de répression et de démocratie lycéenne ou encore des moyens pour l'Education.

Pour cela, il faut se lier avec un maximum de lycéens. En dehors du secteur jeune, tous les comités du NPA devraient se donner comme tâche d'aller distribuer **devant** un lycée. Dans ces activités, nous devrions aller à l'accroche de lycéens en tentant de convaincre :

. Du caractère injuste et révoltant de l'expulsion de lycéens qui étudient en France mais n'ont pas le droit d'y résider.

. Que la situation de Leonarda et Khatchik n'est pas isolée mais qu'elle concerne plusieurs milliers de lycéens sans-papiers qui vivent dans la peur d'être expulsés à tout moment. Des actions peuvent avoir lieu devant les préfectures, à l'occasion de dépôts collectifs de dossiers par exemple.

Qu'une inscription dans le système scolaire ou universitaire doit immédiatement être équivalente à une régularisation. Pour cela, il faut continuer la lutte.

De la nécessité de s'organiser : passer dans les classe pour informer des manifs, échanger des arguments pour convaincre le plus de lycéens, organiser des AG, mettre la pression sur les administrations des lycées pour que les absences ne soient pas comptabilisées et permettre au plus grand nombre d'aller en manifestation. Il est toujours difficile d'organiser sur les lycées des AG qui permettent de réelles discussions ou des prises de décisions. Mais cela ne doit pas nous empêcher de regrouper des lycéens lorsqu'ils bloquent, de pousser à des interventions au mégaphone pour donner du fond, etc. Il est également important de regrouper les lycéens mobilisés entre deux manifs ou blocage par des AG inter-lycées ou des réunions de mobilisation. En dehors des périodes de mobilisation, il faut structurer des équipes militantes qui construisent un rapport de force avec leur administration et obtiennent des droits concrets : celui de se réunir, celui de faire la grève (c'est-à-dire la banalisation des cours les jours de manifestation). Cela contribue à la consolidation de cette nouvelle génération militante (au-delà même des lycéens qu'on pourra gagner directement au parti) qui prépare les futures mobilisations.

Il faut également organiser des cadres de réunion permettant de convaincre les lycéens qui se sont mobilisés de s'organiser dans la durée à nos côtés. Il faut organiser dès maintenant des réunions publiques sur le thème du racisme et proposer aux lycéens de rejoindre le NPA pour continuer à militer et à faire changer les choses.

Les suites de la mobilisation

Il faut commencer à tirer les bilans de la mobilisation dans la perspective d'une petite brochure. Mais pour ce qui est des blocages Il faut veiller à ce qu'ils soient un facteur de mobilisation, savoir les éviter quand ils sont trop minoritaires, faire pression pour que les jours de manifs soient banalisés, mener le travail de conviction large, donner la priorité aux AG pour l'auto-organisation, aux diffusions, à la constitution de cortèges structurés de lycées dans les manifs...

Pour gagner **sur les revendications du retour des expulsés et de la régularisation des sans-papiers scolarisés**, il faudrait une mobilisation conjointe des jeunes et des salariés. Nous devons proposer une nouvelle réunion unitaire des organisations pour discuter du bilan de la manifestation du 16 novembre, et proposer des perspectives afin de regrouper lycéens, personnels de l'éducation, parents d'élèves, salariés...

Cette réunion unitaire doit également aborder la question de la lutte contre la répression en lançant un appel à l'arrêt des poursuites et en prenant en charge la solidarité financière avec les jeunes qui sont convoqués par la Justice.

Dans l'Éducation nationale, les enseignants qui sont confrontés au quotidien à des cas d'élèves sans-papier sont les mieux placés pour pousser les syndicats à appeler à une réelle journée de grève sur cette question, pas seulement des préavis couvrant les profs qui voudraient accompagner leurs élèves dans les manifestations. Ainsi, nous devons chercher à donner comme perspective la date de grève nationale qui est prévue dans le primaire début décembre sur la question des rythmes scolaires.

5/ Dans l'Éducation nationale et particulièrement le premier degré, la question des rythmes ressurgit une nouvelle fois.

L'application des décrets, en cours dans environ 20 % des écoles, semblait jouée pour la rentrée 2014 dans les 80 % restants du fait d'un éparpillement des contestations commune par commune. Pourtant, c'est bien à l'épreuve des faits et dans un contexte d'intensification de la dégradation des conditions de travail et donc d'apprentissage, que la mobilisation contre les rythmes tente de connaître un second souffle, aidée en cela par l'intersyndicale CGT/SUD/FO sous l'impulsion desquelles c'est construit le 14 novembre.

Des possibilités de gagner

La pagaïe monumentale engendrée par la mise en pratique de cette réforme (fatigue

supplémentaire, dérégulation du temps de service des enseignants et des animateurs, qualité médiocre des services faute de moyens supplémentaires, inégalités territoriales majeures et intégration rampante des municipalités dans les choix pédagogiques des équipes), associée au ras-le-bol du milieu, a fait du 14 novembre une réussite en termes de grévistes, malgré le non appel national du SNUipp. La pression est telle d'ailleurs que de nombreuses sections départementales de ce syndicat ont appelé à la grève ce jour-là et que la direction du SNUipp a été forcée d'appeler à une journée de grève début décembre.

Le débat porte sur les revendications. Le SNUipp, pour ne pas totalement dérouter Peillon et mettre en difficulté le gouvernement, parle de réécriture en laissant sous-entendre que des éléments positifs transpirent de cette réforme.

Nous militons pour le retrait, l'abrogation pure et simple de ces décrets: c'est le seul mot d'ordre unifiant entre ceux et celles qui subissent déjà les nouveaux rythmes et ceux et celles qui doivent y passer en septembre 2014.

Par ailleurs, cette revendication doit être couplée avec celle de la non application des décrets dès septembre 2014. Cette revendication a une fonction essentielle en direction des parents d'élèves, pour les amener à soutenir et surtout à agir dans le sens du retrait. Il est essentiel de faire voter dans les conseils d'école qui commencent à se tenir et dans lesquels siègent enseignants, parents et animateurs, des motions se prononçant contre l'application et ce d'autant plus à quelques mois des municipales.

Une nouvelle date se profilant, nous pouvons dès maintenant envisager ce qu'il faut que nous proposons comme suite au mouvement notamment pour que la lutte contre les décrets puisse s'articuler à la mobilisation contre le budget et pour le droit à l'éducation et entraîner cette fois l'ensemble d'autres secteurs de l'Éducation nationale.

Nous avons défendu dans les AG du 14 au matin:

- Le retrait,
- La grève début décembre sur le mot d'ordre du retrait, mais aussi dans un souci d'élargir la mobilisation à toute l'Éducation nationale,
- L'appel à des AG départementales le matin avec enseignants et animateurs.
- Pour le droit à l'Éducation pour toutes et tous et donc retour des jeunes expulsés, fin des expulsions et régularisation des jeunes scolarisés.
- Contre le budget 2014, ce qui permet d'entraîner le secondaire et le supérieur.

Dans nos syndicats respectifs, particulièrement le SNUipp, nous devons mener la bagarre pour que la date de décembre soit réellement en début de mois, le 3 ou le 5. Nous menons aussi la bagarre face à la direction d'École émancipée, qui refuse de combattre frontalement la direction « Unité et action » avec laquelle elle codirige le syndicat comme dans toute la FSU. Des AG ont eu lieu le 14 novembre, certaines

appelant même à la reconductible, quoique à des dates différentes ; il est essentiel de convoquer des AG partout où c'est possible, de les fédérer (notamment à Paris avec une AG inter-arrondissements) et d'aider à ce que se formulent la nécessité de la grève reconductible et l'exigence d'un appel à la reconduction sur la base du succès prévisible de la journée de grève nationale de début décembre.

La question de l'unité entre tous les personnels (enseignants, animateurs, personnels de service) et avec les parents sera décisive pour constituer un mouvement sur la durée et lui permettre de gagner. Or c'est un des points faibles comme l'a illustré, à Paris, la succession de trois journées d'action avec, séparément, les animateurs et personnels de service le 12 novembre, les parents le 13, les enseignants le 14. Avancer vers une unification de la mobilisation sur une plateforme commune implique notamment que les enseignants prennent en compte les préoccupations des animateurs (y compris ceux qui viennent d'être recrutés dans le cadre de l'application de la réforme), en défendant leur intégration dans le service public de l'éducation.

La commission d'animation du secteur a tenté de formuler une politique pour permettre aux militant-e-s de l'EN de mobiliser leur secteur, mais aussi à l'ensemble de l'organisation de se saisir d'un débat et de tenter d'agir sur la construction d'un possible mouvement.

6/ Élections municipales

Quant aux élections municipales, nous réaffirmons que ces premières échéances électorales depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, auront avant tout un fort enjeu de politique nationale. C'est bien pourquoi la préparation de ces élections et l'apparition du NPA lors de celles-ci doivent être pour notre organisation l'occasion de défendre une politique d'opposition à l'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault, un programme anticapitaliste qui relie nos mots d'ordre à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs/ses, en défendant une politique de regroupement des salarié-e-s et de la jeunesse sur la base de leurs propres intérêts de classe.

L'affaire Quimper/Carhaix a confirmé une nouvelle fois la différence irréconciliable entre notre politique, nos perspectives et celles des directions du Front de gauche. L'absence de débouché pour la colère ouvrière et populaire favorise la montée des idées réactionnaires et risque de préparer un résultat exceptionnel pour le FN. Dans ce contexte, le fait que les composantes du Front de gauche cherchent à éviter l'affrontement avec le gouvernement (contre-manif à Carhaix, application des rythmes scolaires, démantèlement de camps de Rroms...) rend d'autant plus nécessaire la constitution de listes anticapitalistes. Les accords éventuels avec des composantes du Front de gauche ne peuvent se faire qu'en rupture avec la politique de soutien critique au gouvernement et sa pratique institutionnelle. Ces accords devraient se baser sur :

- l'opposition au gouvernement et (quand c'est le cas) à la municipalité dirigée par le PS et ses divers alliés ;

- le refus de tout accord au 1er comme au 2nd tour avec le PS, comme avec les municipalités « de gauche » qui appliquent les politiques d'austérité ;
- dans ce cadre, le refus des fusions dites « techniques » au second tour comme de toute participation aux exécutifs futurs en cas d'élection de membres de la liste ;
- un bilan négatif des participations aux municipalités sortantes lorsque cette question est posée ;
- un accord sur un programme anticapitaliste, décliné au niveau national comme municipal ;
- un soutien actif aux luttes du monde du travail et de la jeunesse.

Le travail militant pour constituer des listes a d'ores et déjà commencé dans une série de villes, mais il est loin d'être au maximum de ses possibilités. Nous avons besoin d'un recensement le plus précis possibles des endroits où nous pourrions être en capacité de constituer des listes.

Il nous faut commencer à publier des argumentaires pour faciliter le travail local, éditer une brochure qui donne les points clés du programme défendu par le NPA dans ces élections, mettre en place une équipe au sein de la direction nationale pour soutenir les militants locaux sur les points de programme local et sur les polémiques avec les autres organisations.

D. (CE, 93, CCR/Z); G. (CE, 92N, Y); M-H. (CE, 76, Y); M. (CE, 92N, Y); S. (CE, 75, TC/Z); X. (CPN, 92N, Y)

CCR; Tendance CLAIRE; Anticapitalisme et Révolution, le 30 novembre 2013